

La région présente les niveaux les plus bas de représentation politique féminine. Aux politiques étatiques et aux structures biaisées en faveur des hommes, s'ajoute le désespoir des femmes.

Carmen Geha, maîtresse de conférences d'Administration publique et membre fondatrice du Center for Inclusive Business and Leadership (CIBL) for Women à l'Université américaine de Beyrouth, membre senior du Groupe de recherche interdisciplinaire sur l'immigration (GRTIM-UPF).

LA RECHERCHE DE SOLIDARITÉ EN PLEIN ÉPUISEMENT

Il m'a été difficile de m'asseoir pour écrire cet article à l'occasion de la Journée internationale de la femme 2022. J'ai trouvé cela difficile, principalement parce que j'ai le sentiment que nous avons déjà dit tout ce qu'il fallait dire, exploré toutes les options et essayé de surmonter les obstacles à la représentation politique des femmes. Cependant, malgré les multiples tentatives, les milliers d'associations, les protestations et les nouvelles mesures, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) présentent les niveaux les plus bas de représentation politique féminine. Cette sombre réalité ne doit pas être considérée à travers un prisme essentialiste ; rien ne rend les femmes de cette région incapables ou inadaptées au leadership politique. Cependant, toutes sortes d'obstacles se dressent structurellement sur leur chemin. Cet article s'appuie sur une carrière de plusieurs décennies passée à discuter avec des femmes activistes, des leaders politiques et des membres de la communauté universitaire, qui ont essayé d'entrer dans la sphère publique. J'ai mené des recherches en Irak, en Syrie, au Liban, en Libye, en Tunisie, au Yémen, au Koweït et en Arabie saoudite, pour ne citer que quelques endroits, avec des femmes ayant une expérience de la vie publique et des affaires politiques.

LES DÉFIS QUE NOUS CONNAISSONS DÉJÀ

Les pays et les systèmes politiques de la région MENA sont très différents, allant des monarchies aux quasi-démocraties en passant par les régimes autoritaires, et chacun a des implications différentes pour les droits

et la représentation politique des femmes. Bien que le phénomène général de la marginalisation des femmes dans la vie politique persiste, il est important d'écouter les voix sur le terrain et de valoriser les expériences vécues par les femmes. C'est pourquoi je me concentre sur mon expérience de vie au Liban et sur mes années de recherche qualitative avec des femmes qui sont entrées dans la vie politique par le biais du système électoral officiel ou des sphères moins formelles de la mobilisation populaire. Nous connaissons et avons exposé à plusieurs reprises les trois principaux obstacles auxquels les femmes sont confrontées.

Au Liban, le principal problème est que les politiques étatiques et les structures nationales sont biaisées en faveur des hommes – et pas tous les hommes, mais souvent ceux qui jouissent de privilèges et d'une pertinence historique. Par exemple, les gouvernants sont des seigneurs de la guerre qui ont entretenu les 30 années de conflit civil du pays, puis se sont autoamnistiés et ont continué à régner en toute impunité. La consécration de cette impunité et de cette absence de reddition de comptes, a permis à la classe politique d'opprimer violemment les femmes pendant des décennies. Ses auteurs ont conçu un système sectaire de partage du pouvoir, fondé sur le consentement d'un petit nombre d'hommes qui se proclament eux-mêmes leaders des factions. À cette fin, ils sabotent le système électoral, achètent des votes et manipulent les circonscriptions. Le système est inaccessible aux femmes, parce que les partis politiques sectaires sont organisés sans grande rigueur autour du leader (*zaim*), qui nomme les gardiens et désigne ra-



Des femmes libanaises se rassemblent dans la rue Bishara El Huri lors d'une manifestation pour protester contre les conditions de vie engendrées par la crise économique du pays et la migration forcée des jeunes. Beyrouth, le 20 mars 2021. MAHMUT GELDI/ANADOLU AGENCY VIA GETTY IMAGES

rement une femme pour les élections. Dans les partis sectaires traditionnels, les femmes effectuent des tâches d'assistance, telles que l'organisation de marathons, de déjeuners et d'événements, et sont rarement impliquées dans la prise de décision au sein de la formation. Cette désignation symbolique s'étend aux affaires de l'État, où l'on constate que les seules femmes qui accèdent au Parlement ou à l'exécutif sont là pour mettre en œuvre les mesures et les programmes du *zaim* et pour ceului-ci.

L'attitude prédominante parmi les gouvernements et les organisations internationales de la région – et pas seulement au Liban – a été d'essayer d'« autonomiser » les femmes, ce qui signifie les démarquer comme une sorte de groupe segmentaire, incapable et dépourvu d'autonomie en soi. Ce n'est pas ainsi que les activistes de la région encadrent leur lutte contre les structures et les politiques discriminatoires. De fait, les femmes ne constituent pas un groupe segmenté dont il faut renforcer les capacités; ce sont plutôt les structures et les politiques qui légalisent la violence à l'égard des femmes qui doivent être modifiées. Dans mes recherches, les femmes ont identifié le soutien structurel par l'appartenance à des réseaux de solidarité, l'espoir dans la politique et la confiance dans de bonnes institutions comme des conditions préalables à l'engagement politique. De même, le manque de sécurité, l'injustice, l'impunité, la corruption et le chômage sont autant de structures, qui maintiennent les femmes en marge de la politique et de la vie publique. Malgré leurs difficultés économiques, les femmes, qui font souvent par-

tie du secteur le plus précaire de la main-d'œuvre dans le monde et gagnent beaucoup moins que les hommes, disposent d'un capital social qui les aide à avancer et qui commence dans la cellule familiale. Ce qu'il faut aborder, c'est le partage des rôles dans la famille, l'économie des soins non rémunérés et la charge de l'éducation des enfants. Les femmes n'ont pas besoin d'être mises à l'écart et d'apprendre à parler, comme le font si souvent les programmes traditionnels d'autonomisation des femmes. Selon une ancienne candidate aux élections en Libye, « les hommes et les femmes démarrent la course en partant de niveaux totalement différents, et attendre des femmes qu'elles puissent concourir dans un environnement injuste et violent, relève de la stupidité la plus totale ». Ce que nous avons également appris de notre travail avec les organisations de base pour les veuves en Irak, c'est que le désir d'être une figure de proue politique est un luxe. « Les femmes qui réussissent à faire campagne sont privilégiées, riches, et ont une grande famille derrière elles pour les soutenir. Nous, les personnes ordinaires qui travaillons pour survivre chaque jour, ne sommes pas celles qui réussiront à être représentées et entendues », me disait une amie.

Le deuxième obstacle, dont le cadre théorique et empirique des programmes politiques ne tient pas compte, est l'épuisement et la désillusion. Les femmes de la région sont épuisées. La contre-révolution qui a suivi les manifestations dans les rues a débouché sur des dictatures militaires et le groupe État islamique, après le bref espoir des soulèvements arabes. Au Liban, les leaders militaires ont orchestré l'un des pires effondrements économiques de l'histoire contemporaine, qui a coïncidé avec la répression des manifestations populaires et la propagation de la pandémie de Covid-19. « Lorsque l'explosion a eu lieu dans le port de Beyrouth, j'ai pensé que quelque chose pourrait changer, mais aujourd'hui,

L'absence de systèmes politiques ouverts et concurrentiels et la persistance de la violence et de la corruption pousse les femmes à désespérer

19 mois plus tard, il n'y a eu aucune arrestation, les seigneurs de la guerre ont gagné. Pourquoi devrais-je abandonner ma carrière pour me lancer dans la politique ? Je préfère me consacrer à ma vie », m'a avoué la dirigeante d'un mouvement. Sa voix résonne dans toute la région. Les femmes n'ont aucun espoir ni intérêt envers la politique parce que les fruits de la politique sont prévisibles, dangereux et, le plus souvent, déprimants. Les régimes répressifs en Irak, en Égypte et en Syrie ont assassiné des manifestants pacifiques et les parlements ont gardé le silence pendant des années, alors que les violeurs étaient encouragés à épouser leurs victimes pour échapper aux poursuites judiciaires. Comment peut-on attendre des femmes qu'elles se révoltent, si elles arrivent à peine à subvenir à leurs besoins ? L'absence de systèmes politiques concurrentiels ouverts et la persistance de la violence et de la corruption à grande échelle poussent les femmes à désespérer plutôt qu'à contracter.

Le troisième et plus grand problème, encore absent de l'agenda de l'autonomisation politique des femmes, est la compréhension des institutions locales. Les institutions nationales reflètent les décisions relatives aux relations de genre et de pouvoir. Un quota tel que celui établi par l'Espagne en 2007, témoigne clairement d'un engagement institutionnel et politique à promouvoir la représentation féminine. Les institutions et les partis dirigés par d'anciens leaders militaires qui ont transmis le leadership à leurs fils, comme c'est le cas au Liban, ne peuvent pas être le véhicule par lequel les femmes entreront en politique. Les partis et institutions politiques de la région sont presque exclusivement dirigés par des hommes. Ils peuvent se rencontrer à huis clos ou rester ensemble jusqu'à l'aube. Les femmes sont exclues, et si elles participent, elles sont reléguées à des rôles marginaux. Dans de nombreux pays de la région, les partis politiques sont interdits, et lorsqu'ils existent, ils ne suivent pas de procédures claires de sélection des candidats. Mes recherches montrent que les révoltes à grande échelle font évoluer les mentalités et suscitent l'émergence de nouvelles institutions plus ouvertes aux femmes. Dans les institutions disposant de critères de nomination clairs et d'un système juste basé sur la concurrence, les femmes ont plus de chances d'accéder à des postes de direction. Une activiste en Syrie m'a dit : « L'échec des soulèvements signifie que nous retournons aux anciennes institutions où les femmes organisent les repas, tandis que les hommes décident de la constitution qui nous gouvernera ». C'est le même sentiment qu'exprime une jeune activiste libanaise : « Dans les manifestations, nous avons défilé côte à côte, nous avons commencé à

créer des groupes politiques où le harcèlement n'était pas autorisé, où les femmes pouvaient parler, et où les rôles évoluaient vers plus d'égalité. Bien sûr, lorsque nos tentes ont été incendiées et que la ville a explosé, la répression nous a ramenées dans le passé ».

UN ÉTAT FAIBLE MAIS PROFOND

Nous connaissons déjà ces obstacles avant l'arrivée du Covid-19 au Liban et avant l'effondrement économique que nous traversons actuellement. J'ai déjà critiqué dans des publications et des débats les programmes actuels d'autonomisation politique des femmes, que je considère superficiels et inadaptés aux véritables problèmes auxquels nous sommes confrontés. Je ne suis pas la seule à exprimer cette préoccupation, mais peut-être qu'en ce moment où le Liban est englouti dans de multiples catastrophes simultanées, cette prise de conscience est plus nécessaire que jamais. La Banque mondiale a qualifié la catastrophe comme « provoquée par l'homme », et ce « par l'homme » ne pourrait être plus approprié, puisque ses auteurs sont les mêmes hommes qui se sont graciés pour des crimes de guerre. Comme on pouvait s'y attendre, la communauté internationale a donné sa bénédiction à cet arrangement sectaire de partage du pouvoir, et a même encouragé sa reproduction dans d'autres endroits de la région, qui sont le théâtre de conflits persistants, comme l'Irak, la Libye, et très probablement la Syrie. De ce modèle de direction par les seigneurs de la guerre et de partage sectaire du pouvoir, en place au Liban depuis plus d'un siècle, a émergé un État résilient et durablement faible, mais aussi profond. En ce qui concerne les droits des femmes, l'État est faible car il ne peut pas leur offrir de protection. Au contraire, il permet aux seigneurs de la guerre de tisser des réseaux complexes de clientélisme dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'emploi, qui favorisent les hommes par rapport aux femmes dans tous les aspects de la vie publique.

L'État est faible et subordonné à la volonté des seigneurs de la guerre et des patriarches. Jusqu'en 2017, le viol n'était pas déclaré comme un crime, et jusqu'en 2020, aucune loi ne protégeait contre le harcèlement sexuel. Lors des prochaines élections parlementaires (mai 2022), il n'y aura pas de quota pour les femmes. L'État ne maîtrise pas son propre agenda, le Liban n'a pas de code civil spécifique et la vie des hommes et des femmes est régie par 19 codes religieux différents, dont certains autorisent le mariage précoce, tandis que d'autres interdisent le divorce.

Mais l'État libanais est aussi un État profond. Le statut juridique des femmes libanaises est régi par 19 tribunaux religieux différents, qui exigent que le père ou le mari soit le tuteur. Les femmes ne votent pas dans leur lieu de résidence, mais dans le lieu de résidence de leur père ou leur mari. Les femmes ne peuvent pas se marier ou divorcer librement, le mariage des enfants est légal dans certaines sectes et les victimes de viol peuvent être forcées d'épouser leur violeur. L'État invoque profondément le désordre et la discrimination dans la représentation politique des femmes, en renforçant les stéréotypes et en encourageant la violence dans la sphère

publique. L'État libanais est affaibli par des décennies de corruption et la domination des seigneurs de la guerre, mais il a aussi une influence profonde sur le corps des femmes, leur mobilité et leur accès à la vie publique. Les ministres et les députés ridiculisent les femmes dans les principaux talk-shows politiques ; les hommes, dont le rôle est de protéger les femmes, sont ceux qui normalisent le harcèlement sexuel et la marginalisation des femmes. En ce moment, je regarde dehors et il n'y a pas de lumière à Beyrouth. Malgré la mobilisation qui a suivi l'explosion du port, pas une seule réforme ni un seul programme gouvernemental n'ont répondu à la violence massive contre les femmes, au chômage et à l'augmentation des maladies. Les femmes ne peuvent pas se tourner vers l'État pour trouver protection en raison des lois répressives qui consacrent la violence et la répression. Dans le même temps, elles ne peuvent pas voter, travailler, voyager, divorcer ou se marier sans l'autorisation de l'État, par le biais d'un système fondé sur l'incompétence, l'impunité et la corruption, qui les oblige à être soumises au statut juridique de leur mari ou de leur père.

L'ÉPUISEMENT ET LA RECHERCHE DE LA SOLIDARITÉ

Actuellement, le thème principal parmi les femmes actives au Liban est celui de l'épuisement. Dans une tentative de consacrer le terme « épuisement politique », je le définis ici comme un état où les femmes portent un fardeau plus lourd que ce qu'elles ne peuvent supporter, remontant une côte tout en faisant face à des menaces quotidiennes pour leur survie. Il ne s'agit pas d'un phénomène exclusif du Liban, et peut-être pas non plus de la région MENA. J'ai parlé à des activistes en Inde, au Pakistan, en Afghanistan et en Birmanie, entre autres, qui disent la même chose. Selon les mots d'une mère libanaise, « nous n'en pouvons plus, nous craignons pour nos vies et nous ne voyons pas de lumière au bout du tunnel ». L'auteure américaine Rebecca Solnit a beaucoup écrit sur la création d'un espoir dans l'obscurité. Dans son livre *A Paradise Built in Hell*, elle parle des communautés qui s'unissent dans la solidarité, lors des pires catastrophes. Mais ses portraits capturent des moments de grande émotion, des moments que nous avons vécus en tant que femmes dans les mouvements de récupération locaux, après l'explosion du port de Beyrouth. Pourtant, nous savons très peu de choses sur ce qu'il advient des femmes et des politiques sur les femmes, lors d'un conflit prolongé. Nous constatons que les engagements en faveur de la représentation politique des femmes reculent, lorsque les crises sont de longue durée et que les seigneurs de la guerre reçoivent la légitimité de représenter les gens et de négocier en leur nom.

Malheureusement, la régression vers le régime des seigneurs de la guerre au Liban approche à grands pas. Dix-neuf mois se sont écoulés depuis l'explosion du port de Beyrouth, et pas une seule personne n'a été tenue pour responsable. Les femmes seront plus nombreuses à se présenter au Parlement lors des prochaines élections, comme lors des élections de 2018. Bien qu'il s'agisse de la première élection après la révolution d'octobre 2019, aucune réforme électorale n'est en vue pour contrôler



Statue d'une femme placée devant le site de l'explosion du port d'août 2020, pour commémorer le premier anniversaire du mouvement de protestation anti-gouvernemental, d'octobre 2020. JOSEPH EID/ AFP/VIA GETTY IMAGES

l'achat de voix, les intimidations et les discriminations, et donner des pouvoirs à une commission indépendante. Nous risquons de voir quelques femmes gagner, qu'il s'agisse de candidates symboliques présentées par des seigneurs de la guerre sectaires ou de femmes indépendantes, qui tentent de jeter les bases d'un système politique plus inclusif. Cependant, ni les victoires symboliques ni les victoires plus significatives ne serviront à améliorer la représentation politique des femmes sans un effort de construction à trois conditions : un, des réseaux de soutien solidaire ; deux, des institutions politiques responsables, démocratiques et inclusives ; et trois, une politique de l'espoir à laquelle les femmes puissent faire confiance et dont elles veulent faire partie. D'ici là, dans l'obscurité, il reste l'espoir de rechercher une forme de solidarité, lorsque chaque dernier souffle a été dépensé et que l'épuisement pousse celles d'entre nous qui restent à partir, à se séparer ou à se retirer pour rassembler l'énergie nécessaire pour contrattaquer./